

Restitution d'une étude sur les potentialités de création d'emploi

Un atelier de restitution et de validation de l'étude de la carte des potentialités de création d'emploi en Mauritanie, s'est ouvert jeudi à Nouakchott.

Ce document, élaboré par des experts nationaux et internationaux sur la situation du marché de l'emploi, les perspectives de croissance et les secteurs économiques porteurs dans dix wilayas du pays, se propose de fournir aux décideurs des données fiables indispensables à l'orientation des politiques publiques et des programmes spécifiques pour la réduction de la pauvreté, le renforcement des mesures de promotion de l'emploi et l'amélioration de la gouvernance économique. L'étude relève que la croissance a fortement repris en Mauritanie dans la mesure où elle est passée de 1 % en 2007 à 4,2 % en 2008 alors que le taux de chômage est cependant estimé à 31,5% ou

32,5%, selon le rapport 2009 de la Commission Economique pour l'Afrique.

L'étude souligne que l'objectif de la stratégie de résorption du chômage consistait à ramener le taux à 25% à l'horizon 2010, précisant que cet objectif ne sera pas atteint, à la lumière des indicateurs sociaux disponibles. L'étude évoque également la faiblesse de l'offre en matière de main-d'oeuvre qualifiée et recommande des efforts supplémentaires en terme de planification et d'évaluation. Elle soutient l'inexactitude de données et d'informations sur le marché national du travail telle que "la moitié de la population mauritanienne se consacre à l'agriculture et à l'élevage" car les données les plus récentes certifient que ces derniers secteurs ne représentent ensemble que 24,5% des activités de la population tandis que le commerce en



occupe 24,6% (dont plus de 35% de femmes). Ces dernières données montrent aussi que l'administration et les services représentent 32% alors que la pêche, les mines et les industries, considérées comme les secteurs principaux de l'économie nationale, ne représentent, aujourd'hui, que

6,2% des occupations. L'étude recommande, par ailleurs, la consolidation des institutions publiques et privées chargées de la promotion de l'emploi, l'amélioration de la qualité de l'éducation en réduisant la disparité entre les régions et le soutien des petites et moyennes entreprises.

L'atelier a été l'occasion pour le secrétaire général du ministère du Travail, de la Formation professionnelle et des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication, de souligner l'importance de cette étude qui a pris en considération, pour la première fois, les spécificités de différentes wilayas. Il a ajouté qu'elle traduit ainsi le style des nouvelles politiques de l'Etat, basées sur une planification solide, loin de l'improvisation qui régnait jadis et qui a été à l'origine de l'échec de plusieurs programmes et stratégies de développement.

L'ouverture de cet atelier organisé avec l'appui du PNUD, s'est déroulée en présence des secrétaires généraux des ministères des Affaires économiques et du Développement et de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration. ●